

RUMEURS, MÉSINFORMATION, DÉSINFORMATION : DE QUOI PARLE-T-ON ?



© Hashtag Gulu, 2026, Gulu, Ouganda

Édito

Édito 1

La paix a besoin d'un espace d'information sain

Haïti 2

Les réponses locales à la désinformation pour renforcer la paix et le respect des droits humains dans le Bas Nord-Ouest

Ouganda 3

Quand une étiquette devient une histoire : « Aguu », la désinformation et la marginalisation des jeunes vivant dans la rue à Gulu

Salvador 4

Los Angelitos et son combat pour la dignité des enfants en situation de handicap au Salvador.

La paix a besoin d'un espace d'information sain

La désinformation n'est pas seulement un problème de vérité. Dans les sociétés fragilisées par les crises, elle devient un enjeu de paix et de droits humains. Une rumeur qui désigne une communauté comme une menace, un récit manipulé qui discrédite une institution ou un discours officiel trompeur qui nie les souffrances d'une population peuvent rapidement alimenter la peur, la méfiance et les tensions.

Lorsque les citoyen·nes ne disposent plus d'une base commune de faits, le dialogue public se fragmente. Sur les réseaux sociaux et les messageries, les récits trompeurs circulent rapidement, et lorsqu'ils sont répétés et transmis par des personnes de confiance, peuvent renforcer les préjugés, durcir les opinions et alimenter la méfiance entre les communautés. La désinformation peut alors justifier des discriminations, intimider les voix critiques et affaiblir la confiance dans les institutions. Elle menace ainsi le droit de chacune à chercher, recevoir et partager des informations fiables.

Dès 2023, la Directrice générale de l'UNESCO soulignait que les médias sociaux avaient accéléré la diffusion de fausses informations et de discours de haine, avec des risques pour la «paix et la stabilité». L'UNESCO appelle notamment au respect des droits humains, à des régulateurs indépendants, à davantage de transparence des algorithmes et au soutien aux médias indépendants.

C'est dans ce domaine que la Fondation Hirondelle a développé

son expérience, dans des contextes de crise. Corriger les fausses informations une fois qu'elles ont circulé ne suffit pas. Le fact-checking reste indispensable, mais une réponse durable doit aussi être préventive. Soutenir des médias locaux permet de combler les vides informationnels, d'informer au plus près des préoccupations des populations et de rendre accessibles des contenus fiables, y compris dans les zones isolées et dans les langues comprises par les publics.

L'éducation aux médias et à l'information constitue un autre champ d'action essentiel. Développer la pensée critique, questionner l'absence de sources ou repérer la manipulation d'images relève aujourd'hui d'une responsabilité partagée entre États, société civile et communautés. Un environnement informationnel malsain peut entraîner des conséquences tragiques. Au contraire, un écosystème sain permet d'accéder à des informations utiles et vérifiées, sans nier l'existence de désaccords. Il s'agit de permettre que les divergences s'expriment sans mensonge, déshumanisation, ni violence. En renforçant l'offre d'information fiable et la capacité des publics à l'évaluer, les médias indépendants contribuent à reconstruire la confiance, protéger les droits fondamentaux et préserver les conditions du vivre-ensemble. Sans confiance minimale ni réalité partagée, aucune paix locale ne peut durablement s'enraciner.

Caroline Vuillemin, directrice de la Fondation Hirondelle

Haïti

Les réponses locales à la désinformation pour renforcer la paix et le respect des droits humains dans le Bas Nord-Ouest

Ces dernières années, parallèlement aux nombreuses difficultés que connaît Haïti (l'insécurité sociale et alimentaire, l'instabilité politique, les catastrophes naturelles et les déplacements de populations), un autre phénomène prend de l'ampleur avec la montée des réseaux sociaux : la désinformation.

En Haïti, la désinformation constitue un enjeu important pour la paix, la cohésion sociale et le respect des droits humains. Dans le Bas Nord-Ouest, les habitant·es ne sont pas épargné·es. De nombreuses personnes utilisent aujourd'hui un téléphone portable et s'improvisent parfois journalistes sur les réseaux sociaux. Certaines publications véhiculent des informations non vérifiées, des rumeurs, des frustrations, des discours haineux ou des contenus susceptibles d'alimenter la peur et la méfiance.

Aussi rapide et accessible soit-elle, comment la désinformation circule-t-elle dans le Bas Nord-Ouest ? Quels groupes sont particulièrement exposés ? Quelles tensions contribue-t-elle à exacerber ? Et quelles réponses locales peuvent permettre de reconstruire la confiance et de préserver la cohésion sociale ?

Comment circule la désinformation ?

Avec la montée en puissance des réseaux sociaux, les médias traditionnels, autrefois au centre du traitement et de la diffusion de l'information, semblent progressivement perdre de leur influence au profit d'une véritable économie de l'influence.

Les influenceur·euses occupent désormais une place importante dans l'espace informationnel. Ces personnes disposent d'une large audience, sans avoir nécessairement reçu une formation en journalisme ou en communication. Leur capacité à produire et diffuser rapidement des contenus leur permet parfois d'exercer une influence considérable sur l'opinion publique.

Les rumeurs et informations non vérifiées circulent ainsi par plusieurs canaux : radio, téléphone, WhatsApp, réseaux sociaux, bouche-à-oreille et réseaux communautaires.

Quels groupes sont particulièrement exposés ?

Certains groupes semblent particulièrement vulnérables :

- Les populations défavorisées, qui disposent parfois de moins de ressources pour vérifier les informations ;
- Les femmes, notamment celles engagées dans la vie politique ou publique, qui peuvent être victimes de diffamation, de rumeurs et de harcèlement en ligne ;
- Les jeunes, très présent·es sur les réseaux sociaux et exposé·es à des informations non vérifiées concernant les responsables

politiques, les artistes ou les sportif·ves ;

- Les jeunes leader·euses, qui peuvent être ciblées par des contenus visant à discréditer leur engagement ou leur groupe ;
- Les communautés rurales, qui disposent parfois d'un accès plus limité à des sources d'information diversifiées et fiables.

Quelles tensions la désinformation exacerbe-t-elle ?

Dans un contexte déjà marqué par des tensions sociales, économiques et sécuritaires, la circulation de fausses informations et de contenus manipulés peut renforcer la méfiance, la stigmatisation, la polarisation et les divisions au sein des communautés, particulièrement chez les jeunes. Une simple rumeur peut provoquer de l'inquiétude, modifier les comportements et fragiliser les relations entre les membres d'une même communauté.

Quelles réponses locales ?

Face à cette réalité, des initiatives locales contribuent à renforcer le dialogue, l'esprit critique, la participation citoyenne et la cohésion sociale.

Ansanm pou yon Demen Miyò an Ayiti (ADEMA) accompagne notamment le Groupe consultatif des jeunes du Bas Nord-Ouest, développe des initiatives d'éducation citoyenne dans les écoles publiques et sensibilise les acteurs locaux au respect des droits humains.

De son côté, l'Association Culturelle des Jeunes Zepòl Haïti (ACJZH) organise chaque mardi, Mardi Culture, un espace d'échange et de débat autour des grandes questions de société. Ces rencontres permettent aux acteurs locaux de confronter leurs points de vue et de construire collectivement une meilleure compréhension des réalités sociales.

Une dynamique de collaboration commence également à émerger entre les médias en ligne du Bas Nord-Ouest. Cette mise en réseau pourrait contribuer à renforcer la vérification de l'information et à promouvoir un journalisme plus responsable.

En conclusion, renforcer l'éducation aux médias et à l'information, particulièrement auprès des jeunes, développer l'esprit critique, encourager le dialogue communautaire et favoriser la collaboration entre les acteurs locaux sont autant de pistes nécessaires pour reconstruire la confiance, protéger les droits fondamentaux et préserver la cohésion sociale.

Christ-Falin Oralus,
coordinateur du Pôle «éducation citoyenne» auprès de
l'association ADEMA en Haïti

Ouganda

Quand une étiquette devient une histoire : « Aguu », la désinformation et la marginalisation des jeunes vivant dans la rue à Gulu

À Gulu et dans tout le nord de l'Ouganda, le vent apporte souvent une triste mélodie chaque fois qu'un crime est commis, que des maisons sont cambriolées ou que le chaos éclate. Dans ces moments-là, les murmures de peur se tournent vers les « Aguu », un terme péjoratif couramment utilisé pour désigner, entre autres, les jeunes vivant dans la rue. On les qualifie d'enfants tête-à-tête, de voleur-euses, de criminelles ou de personnes qui ont choisi la rue et ne veulent plus rentrer chez elles. Certain-es réclament des mesures radicales, tandis que d'autres appellent à la clémence.

Dans ces mêmes rues, des jeunes vendent des en-cas, ramassent des bouteilles, ou passent leur temps autour des centres commerciaux, des bars, des marchés, des ateliers et des décharges. Derrière leur présence dans la rue se trouvent souvent la négligence, la pauvreté, la violence, les conflits, les mauvaises influences, ou un foyer où ils et elles ne se sentaient plus les bienvenus-es. Pourtant, les récits que nous faisons d'eux ou d'elles sont souvent bien plus simplistes, les réduisant à leurs moments les plus difficiles plutôt qu'au parcours qui les y a menés.

Ces récits peuvent naître d'une frustration légitime, mais généraliser des expériences individuelles à tout un groupe, sans contexte ni vérification, ceci alimente la désinformation. Les exagérer ou les manipuler pour influencer l'opinion la renforce davantage. À force d'être répétés, ces discours donnent du pouvoir à l'étiquette et façonnent la réaction des communautés, institutions et autorités.

« On nous traite de criminel-les avant même de nous écouter », nous a confié un jeune.

Il ne s'agit pas simplement d'une question de langage mais de droits humains et de cohésion sociale. Lorsqu'un groupe tout entier est associé à la criminalité et au danger, les individus risquent d'être jugés sur la base d'une étiquette plutôt que sur leurs situations. Cela aggrave l'exclusion, renforce la criminalisation et affaiblit la confiance entre les jeunes, les communautés et les institutions.

Au sein de l'initiative Hashtag Gulu, notre travail auprès des enfants et des jeunes vivant dans la rue nous a appris à écouter avec attention et empathie. Lorsque nous écoutons, une image différente émerge. Certains jeunes qui semblent réticent-es à rentrer chez eux-elles ont vécu des expériences qui rendent le retour à la maison difficile. D'autres ont fui un conflit, la négligence ou la maltraitance, tandis que certain-es ont été influencé-es par des circonstances qu'ils et elles ne savaient pas comment gérer.

C'est pourquoi les informations qui circulent, la personne qui les communique et la manière dont elles circulent ont leur importance.

Tous les discours préjudiciables ne naissent pas d'une tromperie : une expérience, une rumeur, un crime isolé ou une préoccupation légitime, répétés hors contexte, peuvent finir par définir tout un groupe. Un problème social complexe est alors réduit à une explication simpliste : ce sont les jeunes qui posent problème.

De tels discours renforcent la marginalisation et compliquent la réinsertion. Un-e jeune qui rentre chez lui-elle a besoin d'être accepté-e, de bénéficier de la confiance de son entourage et d'avoir la possibilité de renouer des liens. Lorsqu'il-elle est d'emblée considéré-e comme dangereux-euse ou incapable de changer, ce parcours devient bien plus difficile.

Pour y remédier, on a besoin de cibler une action communautaire. À travers des dialogues communautaires, du théâtre-forum et des actions de plaidoyer, nous travaillons avec les jeunes et les communautés afin d'explorer les expériences qui se cachent derrière la vie dans la rue et ce que les familles, les communautés et les institutions peuvent faire différemment. Ces conversations n'ignorent pas les préoccupations légitimes liées à la criminalité et aux responsabilités individuelles. Elles ouvrent la voie à des récits plus complets, remettent en question les idées reçues et permettent aux communautés d'entendre directement le témoignage des jeunes concerné-es.

Familles, responsables communautaires, médias, institutions gouvernementales, société civile et jeunes eux-mêmes et elles-mêmes contribuent à tous ces récits. Ceux et celles qui détiennent l'autorité et disposent d'une tribune publique assument une responsabilité encore plus grande. En vérifiant les informations avant de les relayer et en écoutant les jeunes avant de parler en leur nom, nous pouvons dépasser ces étiquettes dangereuses.

Pour un-e jeune vivant dans la rue, être perçu-e différemment ne résoudra peut-être pas tout. Mais cela peut marquer le début d'un parcours vers la compréhension, le soutien et une nouvelle chance. Pour les communautés, remplacer la désinformation par des récits plus complets peut rétablir la confiance et renforcer la cohésion sociale.

Car parfois, c'est en changeant le récit que commence le véritable changement.

Michael Ojok,
directeur de l'association Hashtag Gulu en Ouganda

Salvador

Los Angelitos et son combat pour la dignité des enfants en situation de handicap



Le Salvador, petit pays du Sud, se caractérise par de longues périodes de troubles sociaux, ainsi que par des mécanismes d'exclusion et de discrimination à l'égard de tout ce qui est perçu comme s'écartant de la « norme ».

Les familles s'organisent après avoir pris conscience que le droit de vote n'a aucun effet sur la réalité à laquelle sont confrontées leurs fils et leurs filles en situation de handicap. Il est impératif de créer un outil permettant d'exercer une influence effective sur les décideurs politiques. L'auto-organisation est la voie alternative pour passer de l'attente passive à la construction active de cadres d'existence sociale en vue d'une coexistence humaine fondée sur les droits.

« Los Angelitos » est le nom adopté par les familles mobilisées pour symboliser les enfants en situation de handicap, considérés comme des êtres éthérés que l'on ne voit pas, que l'on n'entend pas et qui n'ont aucun besoin ; cette organisation refuse d'attendre des changements après chaque élection législative et présidentielle.

L'organisation est un instrument permettant de formuler des propositions reflétant notre choix de vie en société, où les différences humaines constituent le fondement même d'une démocratie. Cette action passe également par la remise en question des récits qui circulent dans l'espace public. Dans un contexte marqué par la violence, certains discours peuvent simplifier des réalités complexes ou présenter la revendication de droits et la critique des politiques publiques comme des facteurs de déstabilisation. Ces cadrages peuvent favoriser la circulation d'informations incomplètes ou trompeuses et réduire la visibilité des organisations de la société civile.

L'association est consciente que la feuille de route a été tracée par la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes

handicapées, et elle entreprend un effort résolu pour œuvrer dans le sens d'une évolution politique vers des changements structurels. L'une des revendications prioritaires est que le Salvador se dote d'une loi sur l'inclusion.

Los Angelitos, aux côtés d'autres organisations, s'est fixée pour objectif d'élaborer un avant-projet de loi sur l'inclusion. Cet effort nécessite un soutien financier et technique, au-delà de la simple volonté de se battre.

Ainsi, ces organisations sont au premier plan dans l'élaboration de la proposition de loi et mènent une action politique constante auprès des instances de l'État afin que celle-ci soit débattue et adoptée. Grâce à un combat mené pendant près d'une décennie, le Salvador dispose aujourd'hui d'une loi sur l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Cependant, l'existence d'une loi ne suffit pas à garantir son application. La manière dont les droits, les organisations sociales et les politiques publiques sont représentés dans le débat public influence également la possibilité de défendre ces acquis. Dans un environnement où circulent des informations simplifiées, incomplètes ou trompeuses, la désinformation et la désinformation peuvent contribuer à affaiblir la compréhension des droits et à réduire l'espace accordé aux voix critiques ou minoritaires.

Les changements structurels n'ont jamais été une tâche aisée. Depuis son adoption, la loi a été réformée, ce qui n'est pas négatif en soi, sauf lorsque l'objectif est de l'affaiblir en modifiant ou en supprimant des articles fondamentaux garantissant les droits. À l'heure actuelle, certains articles ont été modifiés, ce qui fait que la loi perd peu à peu la solidité que les organisations y avaient insufflée afin de garantir efficacement les droits.

Nous, les organisations, avons pour défi de définir une position commune face au gouvernement et de convenir de moyens de pression pour que la loi soit mise en œuvre telle qu'elle a été formulée par les organisations.

Le chemin vers la justice est long et semé d'embûches. La loi est notre outil pour que justice soit faite et que les personnes en situation de handicap et leurs familles puissent mener une vie digne.

Wilfredo Salazar,
coordinateur de l'association Los Angelitos au Salvador

Journal adressé aux sympathisant-es de l'Association Eirene Suisse

Faire un don :



Correspondance:
Chemin des Cèdres 5
1004 Lausanne
022 321 85 56
info@eirenesuisse.ch
www.eirenesuisse.ch

Versements:
Association Eirene Suisse
Chemin du Bois-Ecard 14B
1228 Plan-les-Ouates
CCP: 23-5046-2
SWIFT/BIC: POFICHBEXX
IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2

Rédaction: C. Vuillemin, C. Oralus, M. Ojok,
W. Salazar
Relecture : P. Saillen, E. Gentili, E. Golay
Mise en page: P. Saillen, E. Gentili

Imprimé en Suisse par

Imprimerie CIC
Avenue du Gd-St-Bernard 50b
1920 Martigny
027 722 39 22
info@imprimeriecic.ch
www.imprimeriecic.ch